



Japon : décrypter la vision stratégique du Premier ministre Ishiba

Vers une version asiatique de l'OTAN ?

Céline PAJON

► Points clés

- Le 1^{er} octobre Shigeru Ishiba a été investi Premier ministre du Japon. Cet expert des questions stratégiques et de défense a suscité de vifs débats en proposant de réviser l'alliance de sécurité avec les États-Unis et créer une version asiatique de l'OTAN.
- S'il s'inscrit dans la continuité des réformes de défense portées par Shinzo Abe et Fumio Kishida, Ishiba souhaite renforcer l'autonomie stratégique du Japon en révisant l'article 9 de la Constitution, en rééquilibrant les rôles au sein de l'alliance nippo-américaine, mais aussi en diversifiant ses partenaires stratégiques et en adoptant des mesures de renforcement de la confiance avec la Chine.
- L'idée d'une OTAN asiatique est pour l'heure irréaliste et l'architecture de sécurité régionale en Indo-Pacifique semble s'orienter moins vers un pacte de défense collective que vers un système de dissuasion intégrée, structuré autour d'alliances et de pactes de sécurité. Le Japon et l'alliance nippo-américaine y jouent un rôle central.

Introduction

Mardi 1^{er} octobre, Shigeru Ishiba a été investi Premier ministre du Japon, après avoir été élu président du Parti libéral démocrate (PLD), majoritaire à la Diète. Apprécié de l'opinion publique pour sa personnalité franche et intègre et son engagement pour le monde rural, il n'est pas nécessairement populaire au sein de son parti dont il a critiqué les ressorts traditionnels. Rival éternel d'Abe, c'est après quatre tentatives qu'Ishiba, 67 ans, réussit à s'imposer à la tête de son parti et du pays, en période de crises : crise du PLD, désorganisé après une série de scandales financiers¹, crise économique marquée par une inflation persistante, et crise sécuritaire alors que les incursions militaires chinoises et russes se multiplient dans l'espace maritime et aérien nippon².

Ayant dirigé à deux reprises le ministère de la Défense, Ishiba se qualifie lui-même de *geek* ou d'*otaku* en matière d'affaires militaires et stratégiques. Il s'est entouré de personnalités expérimentées : le nouveau ministre des Affaires étrangères, Takeshi Iwaya, et le ministre de la Défense, Gen Nakatani, ont déjà exercé la fonction de ministre de la Défense. Akihisa Nagashima, ancien ministre d'État à la Défense et expert des relations avec les États-Unis, a été nommé conseiller spécial du Premier ministre. Enfin, Akihiro Tsuchimichi, ancien vice-ministre de la Défense pour les affaires internationales, a été nommé secrétaire exécutif du Premier ministre.

Sa proposition de réviser l'alliance de sécurité avec les États-Unis et créer une version asiatique de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a donc attiré l'attention et suscité de vifs débats³. Si, dans un futur immédiat, le nouveau Premier ministre va mettre en avant des mesures plus consensuelles dans l'optique des élections anticipées du 27 octobre⁴, sa vision stratégique mérite d'être explicitée. Elle reflète en effet l'ampleur des évolutions au Japon et dans l'Indo-Pacifique, en matière de perception des menaces, de crédibilité de la dissuasion et de nécessité de repenser l'architecture de sécurité régionale.

La vision stratégique d'Ishiba pour le Japon et l'Indo-Pacifique

Dans son essai publié le 25 septembre dernier par le Hudson Institute, le candidat Shigeru Ishiba a surpris en proposant la création d'une version asiatique de l'OTAN, une

1. C. Pajon, « Le Japon sous tension. Tourmente interne et activisme international », in T. de Montbrial et D. David (dir.), *Ramses 2025. Entre puissances et impuissance*, Paris, Ifri/Dunod, septembre 2024, p. 246-249.

2. J. Johnson, « Moscow and Beijing Unlikely to Stop Testing Tokyo's Limits », *The Japan Times*, 24 septembre 2024, www.japantimes.co.jp.

3. « Shigeru Ishiba on Japan's New Security Era: The Future of Japan's Foreign Policy », *Commentary*, Hudson Institute, 25 septembre 2024, www.hudson.org.

4. G. Ninivaggi, « Ishiba Omits Divisive Proposals in First Policy Speech as PM », *The Japan Times*, 4 octobre 2024, www.japantimes.co.jp.

idée qui a suscité la stupeur. Rapidement rejetée par l'administration américaine qui l'a qualifiée de « fantaisiste⁵ », cette suggestion a engendré des discussions et spéculations interminables au sein de la communauté stratégique au Japon⁶, au point de propulser le mot clé OTAN comme une tendance sur le réseau X en langue nipponne⁷. Face aux controverses, les chefs japonais de la diplomatie et de la défense nouvellement nommés ont exprimé leur réserve quant à une OTAN asiatique, la considérant comme une « idée pour l'avenir » à examiner prudemment à moyen et long terme⁸.

Dans son essai, Ishiba présente sa vision stratégique à travers trois idées fortes :

- Constatant l'échec de l'architecture de sécurité collective de l'Organisation des Nations unies (ONU) – paralysie du Conseil de sécurité, non-recours ou détournement de l'article 51 de la Charte – et établissant un parallèle entre l'Ukraine, agressée par la Russie, et Taïwan, menacé par la Chine, il estime qu'un traité de défense mutuelle similaire à l'OTAN, y compris dans sa dimension de partage nucléaire (*nuclear sharing*), est la meilleure option pour dissuader efficacement Pékin.
- Ce mécanisme multilatéral pourrait s'organiser autour du socle de l'alliance nippo-américaine, *via* une intégration verticale et horizontale avec d'autres partenaires et « quasi-alliés » du Japon, dont la Corée du Sud, le Canada, l'Australie, les Philippines, l'Inde, la France et le Royaume-Uni. Un mécanisme de défense collective devrait coexister avec un système de sécurité collective inclusif impliquant des mesures de confiance (*Confidence building measures* – CBMs) visant à réduire les menaces.
- Cela implique, selon lui, de rééquilibrer en profondeur l'alliance de sécurité nippo-américaine, à l'image du partenariat entre Washington et Londres. Cela passerait par la renégociation des termes du traité de sécurité afin d'en éliminer les aspects asymétriques, notamment en ce qui concerne l'accord sur le statut des forces américaines au Japon (*Status of Forces Agreement* – SOFA). *In fine*, ce rééquilibrage des rôles serait permis par une « normalisation⁹ » complète de la posture de défense japonaise, y compris par une révision de l'article 9 de la Constitution qui interdit toujours au Japon de maintenir des forces armées régulières.

5. K. Moriyasu, « Asian NATO Proposal by Japan's Ishiba Seen as "Fantasy" in U.S. », *Nikkei Asian Review*, 17 septembre 2024, www.asia.nikkei.com.

6. Voir les fils de tweets (en japonais) des principaux universitaires nippons sur les questions de diplomatie, sécurité et défense, tous les trois professeurs à l'université Keio : Ken Jimbo, le 28 septembre : www.x.com ; et le 29 septembre : www.x.com ; Yuichi Hosoya, le 29 septembre : www.x.com ; Michito Tsuruoka, le 28 septembre : www.x.com ; et les échanges entre Michito Tsuruoka et Yuichi Hosoya, 29 septembre : www.x.com.

7. Tweet de Yuichi Hosoya, le 29 septembre : www.x.com.

8. K. Benozza, « Japan's New Top Diplomat Calls "Asian NATO" an Idea for the Future », *The Japan Times*, 3 octobre 2024, www.japantimes.co.jp.

9. A. L. Oros, *Normalizing Japan. Politics, Identity, and the Evolution of Security Practice*, Studies in Asian Security, Stanford University Press, avril 2008.

Éléments de continuité et de rupture face aux héritages d'Abe et Kishida

La réflexion et les propositions d'Ishiba, qu'il développe aussi dans un ouvrage récent¹⁰, s'inscrivent largement dans la continuité des réformes de normalisation militaire mises en place par Shinzo Abe en 2015 permettant au Japon de participer, dans certaines conditions strictement définies à la légitime défense collective¹¹. Elles poursuivent également la politique de Kishida qui a décidé de doubler le budget de la défense (pour atteindre 2 % du produit intérieur brut [PIB] en 2027 soit plus de 76 milliards d'euros) et de doter le pays d'une capacité de contre-attaque inédite¹².

Ishiba souhaite désormais mettre l'accent sur la préparation opérationnelle (*defense readiness*) du Japon, notamment dans la perspective d'une crise dans le détroit de Taïwan. Il s'était d'ailleurs rendu en août à Taïwan et avait rencontré le président Lai Ching-te pour discuter de la situation dans le détroit et des relations bilatérales. Ishiba est

également partisan d'une plus grande fermeté face à la multiplication des incursions chinoises et russes en proposant d'adapter les règles d'engagement des Forces d'autodéfense (FAD), qui, jusqu'à présent, ont principalement agi comme une agence de maintien de l'ordre sur le territoire japonais¹³. Ishiba poursuit enfin une politique de diversification des partenariats de sécurité, visant à ancrer durablement les États-Unis en Asie en intégrant l'alliance dans un réseau de partenaires, tout en s'assurant une certaine marge de

Ishiba souhaite désormais mettre l'accent sur la préparation opérationnelle (*defense readiness*) du Japon

manœuvre¹⁴. Cet ensemble d'accords bilatéraux (traités de sécurité du Japon avec la Corée du Sud, l'Australie, l'Inde, les Philippines...), de cadres minilatéraux (Dialogue quadrilatéral de sécurité dit « QUAD » entre Washington, Tokyo, Delhi et Canberra) et de coopérations en réseau (coopérations trilatérales Japon-États-Unis-Corée du Sud / Japon-États-Unis-Australie / Japon-États-Unis-Philippines...) peut d'ailleurs rappeler à bien des égards les prémices d'une communauté de défense similaire à l'OTAN¹⁵.

10. Shigeru Ishiba, *Hoshuseijika wagaseisaku wagatenmei* [Conservative Politician: My Policies, My Destiny], Kodansha, août 2024.

11. C. Hughes, « Japan's Strategic Trajectory and Collective Self-Defense: Essential Continuity or Radical Shift? », *The Journal of Japanese Studies*, vol. 43, n° 1, hiver 2017, p. 93-126.

12. C. Pajon, « Nouvelle stratégie de sécurité et de défense au Japon. Comment dit-on Zeitenwende en japonais ? », *Lettre du Centre Asie*, Ifri, 19 décembre 2024, www.ifri.org.

13. S. Smith, « The LDP Leadership Race: Ishiba Shigeru Wins », *Asia Unbound*, CFR, 27 septembre 2024, www.cfr.org.

14. C. Pajon, « La diversification des partenariats de sécurité du Japon : des coopérations légitimes et efficaces ? », *Les Champs de Mars*, vol. 32, n° 1, 2019, p. 77-101, www.shs.cairn.info.

15. D. Santoro et B. Glosserman, « A Heavy Lift: Making Collective Deterrence and Defense Work in the Indo-Pacific », *Issues and Insights*, vol. 24, WP2, Pacific Forum, avril 2024, www.pacforum.org.

À plusieurs titres, le nouveau Premier ministre se distingue pourtant de l'héritage d'Abe et de Kishida.

À la différence d'Abe, qui a largement imposé ses réformes de défense de 2015 à la Diète, Ishiba souhaite ancrer la normalisation stratégique dans des pratiques démocratiques¹⁶. Cela passe notamment par l'adoption d'une Loi fondamentale sur la sécurité nationale et une révision de l'article 9 de la Constitution, plutôt qu'une réinterprétation politique de l'article, qui était l'usage jusqu'alors. Cela implique un effort d'explication et de sensibilisation auprès du public, toute révision constitutionnelle devant être avalisée par un référendum populaire. L'opinion publique japonaise y est de plus en plus favorable¹⁷. Toutefois, les conditions pour mettre en œuvre une telle modification restent drastiques (majorité qualifiée à la Diète et référendum populaire), ce qui explique que la Loi fondamentale n'a jamais été amendée depuis 1947.

Partisan de l'alliance avec les États-Unis comme Abe, il en dénonce toutefois régulièrement son asymétrie fondamentale. Washington s'engage à protéger Tokyo en cas d'attaque (mais pas l'inverse). En contrepartie, le Japon accueille sur son territoire des soldats américains (encore près de 50 000 militaires actuellement) et participe aux frais de fonctionnement des bases. Pour Ishiba, il s'agit d'une cession d'une part de l'indépendance et la souveraineté du Japon qui doit être réévaluée¹⁸. Sa sensibilité aux problématiques locales l'incite notamment à réclamer une gestion conjointe des bases militaires américaines sur le sol japonais ainsi que la révision du SOFA, qu'il estime trop favorable à la partie américaine. Des crimes¹⁹, accidents et cas de pollution autour des bases à Okinawa²⁰ créent en effet régulièrement la polémique, et pourraient fortement contraindre la volonté d'approfondir la coopération de sécurité²¹. Selon Ishiba, une renégociation du SOFA pourrait aussi permettre l'éventuel déploiement d'un contingent de FAD sur le sol américain à des fins d'entraînement, en particulier à Guam où les FAD ont déjà éprouvé à

Partisan de l'alliance avec les États-Unis, Ishiba en dénonce toutefois régulièrement son asymétrie fondamentale

16. T. Harris, « The Idealist: Ishiba Shigeru and the Deep Roots of Conflict in Japanese Politics », *Observing Japan*, 24 septembre 2024, www.observingjapan.substack.com.

17. Deux sondages récents vont en ce sens : « Poll: 63% Support Constitutional Revision Amid Japan's Changing Security Environment; 93% Cite National Security Risk from China », *Yomiuri Shimbun*, 3 mai 2024, www.japannews.yomiuri.co.jp et « Survey: 53% in Favor of Revising Constitution, 39 % Against », 6 mai 2024, www.asahi.com.

18. K. Morioka et N. Matsuyama, « Ishiba Continues on Quest to Revise Japan-U.S. Security Treaty », *The Asahi Shimbun*, 30 septembre 2024, www.asahi.com.

19. T. Ono et S. Tanahashi, « Okinawa Insists on Revisions of SOFA after Rash of U.S. Sex Crimes », *The Asahi Shimbun*, 11 juillet 2024, www.asahi.com.

20. C. Pajon, « Comprendre la problématique des bases militaires américaines à Okinawa », *Asie.Visions*, n° 29, Ifri, juin 2010, www.ifri.org.

21. J. Hornung, « Not Always Easy: Lessons Learned on Introducing New Defense Capabilities in Japan », *Research Report*, RAND Corporation, 24 septembre 2024, www.rand.org.

plusieurs reprises leurs capacités amphibies²². Ces propositions ont fait craindre de fortes tensions au sein de l'alliance²³. Ishiba a lui-même précisé que ces dossiers ne seraient pas abordés avec Washington avant l'arrivée de la nouvelle administration en janvier 2025²⁴.

Une autre condition pour renforcer l'autonomie stratégique du Japon est selon les écrits d'Ishiba, non seulement de maintenir une nécessaire coopération fonctionnelle avec la Chine, mais aussi de travailler à construire la confiance. Cela passe par une approche apaisée des questions mémorielles – contrairement à Shinzo Abe, Ishiba ne se rendra pas au controversé sanctuaire Yasukuni – ce qui aura aussi pour vertu d'affermir le fondement politique de la coopération de sécurité avec la Corée du Sud²⁵. Par ailleurs, Ishiba souhaite promouvoir la coopération régionale dans le domaine de la gestion des catastrophes naturelles, en prévoyant notamment la création d'un ministère japonais spécifiquement dédié à cette mission.

La mise en place d'un OTAN asiatique : une proposition « fantaisiste »

La proposition d'une version asiatique de l'OTAN a suscité des controverses pointant son aspect irréaliste. La diversité des acteurs et les élongations géographiques en Asie rendent en effet difficile une perception commune des menaces²⁶. Le recours à la force pour protéger Taïwan ne fait pas l'objet d'un consensus parmi les proches alliés des États-Unis en Asie, même si on peut supposer qu'ils apporteront leur soutien à leur partenaire américain pour des raisons politiques²⁷. Il existe aussi un manque d'appétence pour ce type de mécanisme formel chez de nombreux pays asiatiques, à commencer par l'Inde²⁸ ou les pays d'Asie du Sud-est²⁹. Enfin, l'évocation d'un éventuel « partage nucléaire » avec le déploiement d'armes nucléaires américaines dans la région semble prématurée, inefficace et supposerait un coût politique exorbitant.

22. Amphibious Force 7th Fleet Public Affairs, « U.S.-Japan Self-Defense Forces to Conduct Combined Amphibious Operations Off Guam, Tinian », 2 novembre 2016 www.pacom.mil

23. « Security Policy: Ishiba's Remarks Could Disrupt the Japan-U.S. Alliance », *The Yomiuri Shimbun*, 1^{er} octobre 2024, www.japannews.yomiuri.co.jp.

24. Japan-U.S. Summit Telephone Talk, Ministry of Foreign Affairs, Japan, 2 octobre 2024, www.mofa.go.jp.

25. « The Future of East Asian Security », Discours de Shigeru Ishiba, Ministre de la Défense, au 7^e IISS Shangri-La Dialogue, Singapour, 31 mai 2008, www.mod.go.jp.

26. Y. Hosoya, « Kennanga hiteishita 「AsiabanNATO」 no jiseikannosei » [The feasibility of an "Asian NATO" dismissed by Kennan], *Comemo*, Nikkei, 29 septembre 2024, www.comemo.nikkei.com

27. R. Hanada, « Ishiba's Asian NATO: A Pot of Gold at the End of the Rainbow », *The Strategist*, ASPI, 2 octobre 2024, www.aspistrategist.org.au.

28. « India Rejects Japan's Call for 'Asian Nato', Despite Growing Tensions with China », *South China Morning Post*, 2 octobre 2024, www.scmp.com.

29. B. Ho, « Commentary: No One Wants an Asian NATO, Except Japan's New PM Ishiba », *South China Morning Post*, 3 octobre 2024, www.channelnewsasia.com ; « No to Asia's NATO », *The Jakarta Post*, 5 octobre 2024, www.thejakartapost.com.

Au Japon, une telle initiative nécessiterait la révision des trois principes non nucléaires, lesquels stipulent que le pays ne possédera pas, ne produira pas et n'autorisera pas l'entrée d'armes nucléaires sur son territoire³⁰. Par ailleurs, l'opinion publique demeure fortement opposée à l'introduction et au stationnement d'armes nucléaires sur le sol japonais³¹. Enfin, l'archipel ne dispose pas d'une profondeur stratégique suffisante pour que l'accueil d'armes nucléaires ait un impact significatif en matière de dissuasion³².

En appelant à la création d'une OTAN asiatique Ishiba a semblé confondre les notions de défense collective et de sécurité collective, ainsi que le principe de légitime défense³³. Sa proposition peut également sembler contredire sa posture plutôt ouverte au dialogue et à la coopération avec la Chine, alors que Pékin dénonce régulièrement les velléités de créer une OTAN asiatique ou étendre l'alliance atlantique en Asie.

Vers un système de dissuasion intégrée en Asie ?

Considérant ces dernières évolutions, l'architecture de sécurité régionale en Indo-Pacifique semble s'orienter moins vers un pacte de défense collective que vers un système de dissuasion intégrée, structuré en « treille³⁴ » autour d'alliances et de pactes de sécurité qui ne reposent pas nécessairement sur des engagements de défense mutuelle³⁵.

Ce concept de dissuasion intégrée (*integrated deterrence*) occupe une place centrale dans la Stratégie de défense nationale (SDN) américaine de 2022³⁶ et valorise la coopération renforcée avec les alliés et partenaires des États-Unis sur les plans stratégique, institutionnel et tactique³⁷.

Le Japon joue un rôle de premier plan dans cette intégration organique des pays affinitaires³⁸. Dès 2012, le Premier ministre Abe avait été précurseur avec sa vision d'un

30. A. Nobumasa, « Kishida's Realism Diplomacy: Nuclear Disarmament », *Report*, Japan Chair, CSIS, 8 juin 2023, www.csis.org.

31. D'après un sondage récent, 57 % des personnes interrogées sont opposées au déploiement d'armes nucléaires américaines au Japon. Voir T. Goroku, T. Iida, *et al.*, « UTokyo ROLES Survey SAFER (Security, Alliance, and Foreign Engagement Research project) », octobre 2024, www.roles.rcast.u-tokyo.ac.jp.

32. D. Kawai, « Japan's New Security: Balancing Tradition with Reality », *Commentary*, RUSI, 4 octobre 2024, www.rusi.org.

33. Fil de tweets de Ken Jimbo, professeur à l'université Keio, 28 septembre 2024 : www.x.com.

34. W. Gallo, « Under Biden, US Reimagines Asian Alliances as "Lattice" Fence », *Voice of America*, 16 avril 2024, www.voanews.com.

35. M. Siow, « As Japan's "Asian Nato" Push to Counter China Hits a Brick Wall, Will a Rebrand Revive It? », *The South China Morning Post*, 6 octobre 2024, www.scmp.com.

36. *2022 National Defense Strategy of the United States of America*, US Department of Defense, octobre 2022, www.media.defense.gov.

37. S. L. Pettyjohn et B. Wasser, « No I in Team, Integrated Deterrence with Allies and Partners », *CNAS*, décembre 2022, www.cnas.org.

38. N. Katagiri, « Japanese Concepts of Deterrence », in F. Osinga, T. Sweijts (dir.), *Deterrence in the 21st Century: Insights from Theory and Practice*, Netherlands Annual Review of Military Studies 2020, Asser Press, Springer, 2021, p. 202-213.

« diamant de sécurité démocratique³⁹ » réunissant le Japon, les États-Unis, l'Inde et l'Australie, anticipant ainsi l'établissement du Quad en 2007 et jouant un rôle clé dans sa relance en 2017.

Dans le même temps, l'intégration au sein de l'alliance nippo-américaine s'est accélérée ces dernières années, à la faveur d'un assouplissement des normes légales et politiques au Japon. Tokyo a pu adopter des documents stratégiques (Stratégies de sécurité nationales de 2012 et 2022), et mettre en place une gouvernance en matière de

sécurité et de défense (Secrétariat à la sécurité nationale en 2013, quartier général interarmées pour les Forces d'autodéfense à partir de 2025) similaires à celle de son allié, afin de faciliter la coordination bilatérale⁴⁰. L'intégration se poursuit également dans le domaine de l'industrie de défense, du développement conjoint d'équipement à la mise en place de chaînes de valeurs plus résilientes⁴¹. Le doublement annoncé du budget de la défense, ainsi que l'usage encadré de l'autodéfense collective et des capacités de contre-offensive, renforcent les capacités du Japon et soutiennent la projection de la puissance américaine en Asie.

Cette intégration de l'alliance nippo-américaine s'accompagne d'une coopération accrue du Japon avec plusieurs partenaires clés

Cette intégration de l'alliance nippo-américaine s'accompagne d'une coopération accrue du Japon avec plusieurs partenaires clés de la région. Parmi les exemples récents, on peut citer une déclaration trilatérale historique avec la Corée du Sud et les États-Unis, des accords d'accès réciproques signés avec l'Australie et en négociation avec les Philippines⁴², ainsi qu'une expansion des exercices multilatéraux, dont un récent entraînement avec les marines américaines, australiennes, néo-zélandaises et philippines en mer de Chine méridionale⁴³. Ces rapprochements ouvrent la voie à une meilleure intimité stratégique et un embryon de communauté de défense dans la région.

Conclusion

En proposant de réformer l'alliance nippo-américaine et de construire une OTAN asiatique, Ishiba a stimulé le débat sur la réorganisation de la sécurité régionale dans l'Indo-Pacifique. Cette suggestion envoie un double message à Pékin : la perspective d'une coalition face à une Chine plus affirmée, mais aussi celle d'un Japon renforçant son autonomie stratégique vis-à-vis des États-Unis.

39. S. Abe, « Asia's Democratic Security Diamond », *Project Syndicate*, 27 décembre 2012, www.project-syndicate.org.

40. Z. Cooper et E. Sayers, « Japan Shifts to War Footing », *War on the Rocks*, 12 janvier 2023, www.warontherocks.com.

41. J. Hornung et Z. Cooper, « Shifting the U.S.-Japan Alliance from Coordination to Integration », *War on The Rocks*, 2 août 2024, www.warontherocks.com.

42. A. P. Liff, « Japan: America's Indispensable Ally », *Commentary*, Brookings, 16 septembre 2024, www.brookings.edu.

43. « Japan, U.S. Hold Joint Drill with Philippines, Others in South China Sea », *Nikkei Asian Review*, 28 septembre 2024, www.asia.nikkei.com.

Dans un premier temps, Ishiba devrait s'attaquer aux défis de la mise en œuvre de la nouvelle posture de défense, telle que définie dans les documents stratégiques de décembre 2022. Cela inclut notamment la grave crise de recrutement que connaissent les FAD et la question complexe du financement pour doubler le budget de la défense.

Deux échéances majeures viendront définir très rapidement la marge de manœuvre politique du Premier ministre : d'une part, les élections générales du 27 octobre qui révéleront l'assise démocratique de son mandat et sa capacité à se maintenir au pouvoir⁴⁴ ; d'autre part, l'élection présidentielle aux États-Unis, dont l'issue déterminera le contexte géostratégique régional et le rôle futur du Japon dans cet équilibre.

Céline Pajon est chercheuse, responsable des activités Japon et Indo-Pacifique au Centre Asie de l'Ifri. Elle analyse les évolutions de la politique étrangère et de défense japonaise et couvre les relations internationales et la géostratégie de la région indopacifique.

Comment citer cette publication :

Céline Pajon, « Japon : décrypter la vision stratégique du Premier ministre Ishiba. Vers une version asiatique de l'OTAN ? », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 10 octobre 2024.

ISBN : 979-10-373-0922-8

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'autrice.

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : Le premier ministre Ishiba, Tokyo, 1^{er} octobre 2024

© POOL/ZUMA Press Wire/Shutterstock.com

44. T. Harris, "New Japan PM Ishiba needs public support to fend off Abe loyalists", *Nikkei Asian Review*, 1^{er} octobre 2024 www.asia.nikkei.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

lfri.org

